



MANUFACTURES
NATIONALES - SÈVRES
MOBILIER NATIONAL

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**CHANTIER DES COLLECTIONS PATRIMONIALES – CHANTIER DES
COLLECTIONS B9**

**LOT N°1 : CHAÎNE OPERATOIRE « CERAMIQUES 19^E-21^E SIECLES ET
EXTRA-EUROPEENNE »**

NUMERO : 2025-MAPA-13

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Table des matières

Table des matières.....	2
Article 1 – Objet.....	4
1.1 Objet du marché	4
Article 2 : Allotissement :	4
Article 3 : Contexte et périmètre d’opération	5
3.1 Lieux d’intervention	5
3.2 Délai d’exécution et planning d’intervention	6
Article 4 – Contenu et limites des prestations.....	6
4.1 Prélèvement des œuvres	6
4.2 Interventions de décontamination des œuvres	7
4.3 Autres interventions de la chaîne opératoire	8
4.3.1. Caractérisation du bien	8
4.3.2. Prise de dimensions et pesage	8
4.3.3. Marquage	8
4.3.4. Caractérisation d’état et préconisations pour la conservation et le déplacement	9
4.3.5. Interventions de conservation-restauration et de conservation préventive.....	9
4.3.6. Prises de vues.....	9
4.3.7. Saisie informatique des données de la chaîne opératoire	10
4.3.8. Mise à disposition des œuvres pour emballage avant transport	10
4.4. Rangement, calage et conditionnement en réserves d’arrivée	10
Il est précisé :	10
4.4.1. Rangement, calage et conditionnement dans le mobilier de conservation en B2410	
4.4.2. Rangement, calage et conditionnement dans le mobilier de conservation en B1811	
4.5. Pointage des œuvres en réserves d’arrivée et saisie des localisations.....	12
4.6. Cas spécifique des œuvres à rayonnements ionisants	12
4.7. Interventions relatives aux ensembles non différenciés	12
4.7.1. Déballage des caisses et boîtes	13

4.7.2. Caractérisation du lot.....	13
4.7.3. Prise de dimensions	13
4.7.4. Constat d'état et préconisations pour la conservation	13
4.7.5. Interventions de conservation-restauration et de conservation préventive.....	14
4.7.6. Prises de vues.....	14
4.7.7. Saisie informatique des données de la chaîne opératoire	14
4.7.8. Rangement et conditionnement des lots	14
4.7.9. Pointage des items en réserve d'arrivée et saisie des localisations	15
4.8. Articulation avec les autres missions	15
Article 5 – Conditions d'exécution de la mission	15
5.1. Encadrement de l'opération	15
5.2. Assurances.....	16
5.3. Compétences du prestataire.....	16
5.4. Matériel et équipement.....	17
5.5. Suivi du chantier.....	18
5.6. Rapport d'intervention	18
5.7. Constat de dégradation	19
Article 6 – Contraintes d'accès, sécurité du travail et sûreté	19
6.1 Prévention des risques professionnels.....	19
6.2 Accès au site et sécurité des locaux	20
6.3 Risques particuliers liés aux œuvres des collections.....	20
6.4 Sécurité des biens culturels et des données	21
Article 7 – Personnel du titulaire	21
7.1 – Moyens humains mis en œuvre	21
7.2 – Encadrement du personnel	22
7.3 – Comportement du personnel	22
ANNEXES	22
Annexe I.....	23

Article 1 – Objet

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'un chantier des collections portant sur des œuvres du Musée national de Céramique, conservées en grande majorité dans le bâtiment 9 sur le site de Sèvres. Elles relèvent des collections du Musée, et pour une petite partie de collections patrimoniales de la Manufacture, ainsi que de dépôts d'autres institutions. Il s'agit en majorité de céramiques, relevant des trois typologies suivantes : porcelaine de Sèvres 19^e, 20^e et 21^e siècles, céramique contemporaine, céramique extra-européennes. Ce chantier porte globalement pour le présent lot sur des interventions :

- de vérification de la présence ou non d'un numéro d'inventaire et de sa conformité avec sa fiche de suivi, ou de création d'un numéro de chantier permettant la traçabilité des mouvements et la collecte des informations relatives à une œuvre ;
- de décontamination de chacune des œuvres,
- de marquage ou reprise de marquage,
- de caractérisation des matières et techniques,
- de prise ou vérification de dimensions,
- de constat d'un état de conservation,
- de saisie informatique des informations collectées dans ce cadre, ainsi que de l'enregistrement de la localisation définitive des œuvres,
- de mise en place d'œuvres en réserve d'arrivée avec réalisation de calages et conditionnement définitif.

Le détail des interventions à mener est défini ci-après. Le prestataire fournit l'ensemble des éléments nécessaires à la réalisation des prestations définies dans le présent cahier des charges (personnels, matériels, compétences) ainsi que les Équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires en fonction des risques professionnels pour son personnel, à l'exception du matériel spécifique défini ci-après, à la charge de l'ordonnateur.

Le présent CCTP concerne le lot 1.

Article 2 : Allotissement :

Le présent marché est passé en **deux lots juridiques distincts**, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Chaîne opératoire « céramiques 19 ^e -21 ^e siècles et extra-européenne »
2	Transport « céramiques 19 ^e -21 ^e siècles et extra-européenne »

Le présent CCTP concerne le lot 1.

Article 3 : Contexte et périmètre d'opération

L'ensemble des mouvements et la réalisation de la chaîne opératoire s'effectuent à l'intérieur du site de Sèvres (cf. Annexe n°1).

Les collections à traiter dans le cadre du présent marché sont actuellement réparties dans la réserve du bâtiment 9 (B9), et pour une petite partie dans le bâtiment 24 (B24).

Au terme du chantier des collections, ce bâtiment 9 sera vide de toute œuvre. Celles-ci seront localisées principalement dans le bâtiment 24 (B24), ainsi que dans des salles du bâtiment 18 (B18).

Les conditions d'accessibilité seront présentées lors de la visite obligatoire.

Ce chantier concerne un total de 3300 œuvres (représentant 3460 éléments¹ distincts à traiter) ainsi que 11 caisses d'items à traiter par lot.

L'ensemble a fait l'objet d'un dénombrement en amont du chantier. Une faible variation de 5% pourra être constatée en cours d'exécution, compte tenu en particulier des mouvements pouvant encore affecter certaines œuvres en amont du démarrage du chantier.

Les œuvres sont pour l'essentiel des œuvres céramique (porcelaine, grès, faïence fine, terre cuite) et des œuvres composites (principalement céramique/métal). Toutefois, sont également présents des objets composites avec tissus, carton, bois, ainsi que des objets en plâtre. Les typologies sont variées : pièces de table, pièces de forme, sculpture, céramique architecturale, ...

D'une manière générale, les objectifs du présent chantier de collections sont :

- assurer la décontamination des œuvres avant intégration dans les nouvelles réserves ;
- déplacer les œuvres dans des réserves assurant de meilleures conditions de conservation ;
- homogénéiser la connaissance scientifique des objets et fiabiliser les informations enregistrées à terme dans la base de données (identification des items, constat d'état, marquage, vérification de dimensions et du matériau) ;
- disposer d'un état sanitaire permettant de prioriser les chantiers de restauration ultérieurs et d'assurer le suivi des collections ;
- assurer des interventions ponctuelles d'urgence nécessitées par le déplacement des œuvres ;
- valider l'identification des items, les indexer et les marquer pour une bonne gestion future ;
- optimiser l'utilisation des volumes des nouvelles réserves.

3.1 Lieux d'intervention

Compte tenu de la multiplicité des lieux concernés, une visite obligatoire permettant de prendre connaissance des collections et d'appréhender la diversité des lieux d'intervention est organisée.

¹ Un objet correspond à une ligne de l'inventaire. On appelle ici « élément » chacun des différents items pouvant composer une même œuvre (par exemple pour un montage d'œuvre contemporaine) et qui entraîne une prise en charge à part entière en temps passé lors de la chaîne opératoire. On les distingue des « parties » (couvercle) qui sont incluses dans le nombre d'objets.

Dans les bâtiments existants, les espaces de travail seront présentés mais non aménagés lors de la visite obligatoire. L'emplacement des locaux provisoires sera indiqué sur site.

Entre les réserves de départ et d'arrivée définies ci-dessus, la chaîne opératoire sera localisée dans des locaux provisoires de plain-pied placés à proximité immédiate de la réserve de départ en B9 et dédiés à l'opération (cf. document remis lors de la visite obligatoire, 2- schéma de l'espace temporaire n°1). Ils seront mis en place pour une durée de 8 mois à compter de début 2026.

Des sanitaires et une salle contenant un point d'eau seront également accessibles en rez-de-jardin dans le bâtiment B3. Des espaces tampon y seront également mis à disposition pour le stockage temporaire des œuvres conditionnées pour leur déplacement (à la charge du lot 2).

Pour les réserves d'arrivée, au B24, trois salles de réserves sont concernées. La salle de transit pourra être utilisée. Des sanitaires sont également accessibles dans ce bâtiment.

Enfin, au sous-sol du B18, une salle de réserves est concernée. Des sanitaires sont également accessibles dans ce bâtiment.

3.2 Délai d'exécution et planning d'intervention

Le prestataire réalise son intervention sur une durée maximum de 12 mois à dater de la notification du marché. Pour la partie opérationnelle, le délai maximum de présence sur site est de 8 mois, hors mois d'août et hors période du 24 décembre au 1^{er} janvier. Les interventions sur site se font du lundi au jeudi inclus. Les dates prévisionnelles du chantier sont de janvier 2026 à septembre 2026.

La date exacte de démarrage opérationnel est précisée par un ordre de service. Entre la notification du marché et le démarrage du chantier, des échanges avec l'Établissement public sont nécessaires pour affiner le phasage des opérations. À l'achèvement du chantier, le prestataire dispose d'un délai maximum total de 2 mois pour remise de son rapport définitif.

Un planning prévisionnel avec répartition du temps passé par localisation dans les espaces provisoires et réserve extérieure/ou d'arrivée, et présentant les compétences mobilisées pour chaque type d'intervention, est remis avec l'offre. Il prend en compte la durée de mise à disposition de l'espace provisoire, ainsi que les contraintes organisationnelles liées aux différents protocoles à mettre en œuvre.

Une fois le démarrage du chantier notifié, un planning opérationnel est remis par le prestataire au plus tard dix jours ouvrables avant le démarrage du chantier. Il comporte pour le premier mois d'intervention l'identification des intervenants ; pour la suite du chantier, ce planning est mis à jour et transmis à l'Établissement public au plus tard cinq jours ouvrables avant le début du mois considéré.

Article 4 – Contenu et limites des prestations

4.1 Prélèvement des œuvres

En réserves de départ du B9, le référent du musée national de céramique présent sur le chantier définit en amont les objets à traiter.

Le prélèvement et le déplacement vers l'espace provisoire des œuvres en réserve B9 est effectué, selon les indications du référent du musée national de Céramique :

- pour les objets « grand format » et « hors format », figurant dans le document 1.1 remis lors de la visite obligatoire, ainsi que les objets difficilement accessibles, par le lot 2, Transport.
- par le lot 1 pour les objets de petites et moyennes dimensions.

Il en assure le cas échéant le déballage. Tout conditionnement ou matériau de conditionnement non historique est jeté selon les indications du référent du musée national de Céramique.

Le prestataire renseigne également une fiche papier dont le modèle lui est fourni pour chaque objet ou lot qui permet le suivi des tâches accomplies sur celui-ci.

4.2 Interventions de décontamination des œuvres

En raison de leurs conditions de conservation, et de la présence de micro-organismes dans l'air et en surface des œuvres, l'ensemble des œuvres présentes en B9 (soit 3034 œuvres et 11 caisses) fera l'objet d'opérations de décontamination surfacique.

Deux schémas fonctionnels d'intervention et deux types de protocoles sont définis en fonction de la matérialité des œuvres (cf. document n°3 remis lors de la visite obligatoire) :

- Les objets dont la matérialité et l'état de conservation permettent un traitement par usage de tensioactif et/ou solvant, soit principalement des œuvres en céramique non poreuse (ensemble 1) ;
- Les œuvres dont la matérialité ou l'état de conservation ne permet pas l'usage de solvant (ensemble 2, œuvres en matériaux organiques, œuvres céramiques très altérées, ...)

Après sortie de la réserve B9, les œuvres de l'ensemble 1 font l'objet d'une décontamination selon le protocole 1 dans l'espace « sale » des locaux provisoires. Le cadre de réponse technique inclut une proposition des modalités précises de mise en œuvre à la fois fonctionnelle et technique.

Après sortie de la réserve B9, les œuvres de l'ensemble 2 sont mis dans le local « HR contrôlée » des locaux provisoires. Ce local est équipé de déshumidificateurs fournis. Elles y sont conservées pendant une période de 1 mois minimum. Le prestataire précise et justifie dans le mémoire technique le protocole qu'il propose pour abaisser l'hygrométrie dans ce local, puis les modalités, dont le dépoussiérage, qu'il mettra en œuvre. Celui-ci sera réalisé dans l'espace « sale » des locaux provisoires.

À titre indicatif, une première liste des œuvres relevant de cet ensemble 2 a été identifiée. En cours d'exécution du chantier et en lien avec l'état de conservation des œuvres, un second ensemble identifié par le prestataire pourrait nécessiter l'application de ce même protocole. Le prestataire identifie cette opération dans l'échéancier prévisionnel de son mémoire technique dans le respect de la durée globale de mise à disposition de l'espace provisoire.

D'une manière générale, le prestataire assure les déplacements d'œuvres d'un espace à l'autre dans les locaux provisoires.

Dans les cas où la matérialité de certains éléments d'un ensemble nécessite de séparer ces éléments les uns des autres pour la mise en œuvre des protocoles de décontamination (par exemple, œuvres

céramiques dans un conditionnement d'origine en matériau organique à conserver), le mémoire technique précise comment la traçabilité de cette opération est réalisée et permet de reconstituer le regroupement en réserve d'arrivée.

Le prestataire précise dans l'échéancier prévisionnel et dans son cadre de réponse technique comment la réalisation de ces protocoles s'intègre à la conduite globale du chantier.

4.3 Autres interventions de la chaîne opératoire

La suite de la chaîne opératoire est réalisée :

- Dans le local « propre » des locaux provisoires pour les 3034 œuvres et 11 caisses ;
- Dans la salle de transit du B24 pour un ensemble d'œuvres précédemment conservées en B9 et ayant déjà fait l'objet d'une décontamination antérieure. 266 objets de petits et moyens formats sont concernés. Le prestataire assure le déplacement des œuvres de leur réserve de départ vers la salle de transit, puis leur placement dans la réserve définitive désignée par le référent du musée national de Céramique. L'ensemble de ces locaux est situé sur un même niveau.

Pour chaque objet ou partie (fragment isolé, partie d'objet ou d'ensemble), le prestataire réalise les opérations décrites ci-après, sauf mention contraire. Il assure la saisie informatique des données sur tableur dans le cadre de la chaîne opératoire pour chaque objet.

4.3.1. Caractérisation du bien

Le prestataire procède à la vérification de la réalité matérielle du bien par rapport aux informations fournies. Il apporte des compléments éventuels pour la caractérisation des matériaux. Il saisit ces informations dans le tableur selon les modalités figurant au Vademecum remis à notification.

4.3.2. Prise de dimensions et pesage

En cas d'absence de données, ou d'erreur manifeste dans les 3 dimensions (prises hors tout, dans le sens de conservation de l'œuvre en réserve, en centimètres) fournies pour un objet dans le tableur, il procède à la modification dans le tableur. Il procède également à la prise du poids de l'objet (en grammes) et saisit cette information dans le tableur. Un document précisant les protocoles et descripteurs (cf. 2.1.6) est remis au prestataire après notification.

4.3.3. Marquage

Le prestataire vérifie la présence du marquage sur l'objet et sa correspondance avec le renseignement porté sur le fichier informatique et sur la fiche de suivi. Il procède au marquage s'il est absent ou à sa reprise s'il est incorrect ou effacé, selon les précisions définies au Vademecum qui sera remis au prestataire à notification du marché, et après accord du référent du musée national de Céramique. La part des objets devant faire l'objet d'un marquage direct est estimée à 80 % des objets. Environ 15 % des éléments pourront faire l'objet d'un marquage indirect sur étiquette (boîtes historiques ou en carton, dépôts, numéro de chantier en l'absence de numéro d'inventaire, œuvres en dépôt. Les anciennes étiquettes historiques sont soit conservées, et le cas échéant recollées avec un matériau adapté à la matérialité de l'objet, soit placées après dépoussiérage dans un sac Minigrip® (fourni par l'Établissement public) conservé avec l'objet et marqué à son numéro d'inventaire ou numéro de chantier. Les propositions de marquage sont indiquées dans le mémoire.

4.3.4. Caractérisation d'état et préconisations pour la conservation et le déplacement

L'état de l'objet ou de chaque élément est évalué à partir d'une caractérisation d'état (document remis au prestataire), permettant un classement selon quatre indices caractérisant l'état de conservation (défini à partir de critères identifiés). Ces critères peuvent être complétés en concertation avec l'Établissement public dans le cadre du chantier.

Pour les objets relevant des catégories « état médiocre » et « mauvais état » uniquement, les types d'interventions préconisées et un temps estimatif d'intervention sont indiqués. Les altérations évolutives devant faire l'objet d'une surveillance sont expressément mentionnées et font l'objet d'une prise de vue de détail (cf. infra).

4.3.5. Interventions de conservation-restauration et de conservation préventive

Si une intervention d'urgence est identifiée dans le cadre du chantier, l'objet est mis de côté pour procéder, en accord avec la coordination du chantier, soit à une intervention de restauration d'urgence, soit à un conditionnement spécifique. Leur nombre est évalué à 10% des œuvres. Les interventions d'urgence définies dans le cadre du présent marché peuvent porter sur des décontaminations spécifiques, consolidations, des collages d'éléments (ayant par exemple cédé lors de la manipulation ou retrouvés dans le cadre des mouvements d'œuvres) ou la pose de facings. Le temps d'intervention d'urgence par objet ne doit pas excéder 15 minutes et le collage se limitera à 5 fragments maximum.

Des interventions de conservation préventive pourront également être réalisées, comme la suppression d'anciennes attaches et supports. Elles interviennent après accord du chargé de collection. Les interventions et matériaux utilisés doivent être mentionnés dans le tableur ainsi que l'identification du type d'interventions à programmer ultérieurement le cas échéant.

4.3.6. Prises de vues

Le prestataire réalise pour chaque objet de petit et moyen format, après décontamination, une prise de vue d'identification de l'œuvre sur fond gris. Pour les objets grand format, une fois la décontamination réalisée, le prestataire procède à une prise de vue par face accessible (soit 5 dans la majorité des cas).

En outre, pour tout objet, les altérations potentiellement évolutives et les éventuelles interventions d'urgence sont documentées par le titulaire du marché.

Le titulaire du marché s'assure de la lisibilité et représentativité de chaque image et procède au renommage de ses photos selon une nomenclature transmise au prestataire en amont du démarrage du chantier par l'Établissement public. Il réalise leur enregistrement périodique (sur un disque dur externe, ou clé USB, à charge du prestataire) et le remet en fin de chaque semaine au référent du musée national de Céramique. Chaque image, réalisée au format jpeg, aura une dimension maximum de 4000 x 3000 en 180 points par pouce.

Ces prises de vues réalisées par le titulaire sont des opérations purement techniques. La signature de l'acte d'engagement par le titulaire vaut acceptation expresse de cette condition de réalisation des prises de vues ; le titulaire reconnaît que ces dernières ne sont pas couvertes par des droits de propriété intellectuelle.

4.3.7. Saisie informatique des données de la chaîne opératoire

La saisie informatique (sur ordinateur, équipement à fournir par le prestataire) s'effectue, dans les locaux provisoires pour les œuvres de la B9, ou dans la salle de transit B24, sur un tableur dont la trame et les champs obligatoires sont définis par l'Établissement public et résultent d'une extraction d'une partie de la base de données (cf. document 1.4 remis lors de la visite obligatoire). Pour les œuvres qui ne seraient pas identifiées dans le tableur, le prestataire procède à la saisie d'un numéro de chantier après accord du référent du musée national de Céramique. Il appartient au prestataire de vérifier la complétude et l'exactitude des éléments saisis pour les objets passés par la chaîne opératoire (notamment champs matériaux, techniques, constat d'état, dimensions et poids). Une sauvegarde du tableur est fournie à la fin de chaque semaine au référent du musée national de Céramique.

4.3.8. Mise à disposition des œuvres pour emballage avant transport

À l'issue de la chaîne opératoire réalisée dans les locaux provisoires, les objets sont positionnés à l'emplacement indiqué par le référent du musée national de Céramique. Ils y sont ensuite prélevés par le prestataire du lot 2 qui en assure le conditionnement, le transport, la mise à l'emplacement d'arrivée. Pour plus de fluidité de la chaîne opératoire, le prestataire pourra, le cas échéant, et uniquement les jours d'absence du lot 2 et sur demande du référent du musée national de Céramique, être amené à déplacer de l'espace provisoire vers les réserves du musée certaines œuvres grand format placées sur demi-palette par le lot 2.

Le titulaire du présent lot prend toute disposition à la fois physique et signalétique (sur la fiche de suivi) pour caractériser les précautions à prendre pour un objet donné. Les propositions sont présentées dans l'offre technique. Elles seront validées par le pouvoir adjudicateur lors de la réunion de démarrage, et feront l'objet d'une transmission spécifique au prestataire du lot 2, ainsi que lors des points de suivi hebdomadaires.

4.4. Rangement, calage et conditionnement en réserves d'arrivée

Il est précisé :

- pour les œuvres déjà situées dans le bâtiment B24 (266), le prestataire du présent lot assure leur déplacement de la salle de transit à la salle de réserve en B24 définie par le référent du musée national de Céramique.

4.4.1. Rangement, calage et conditionnement dans le mobilier de conservation en B24

Après validation de l'emplacement par le référent du musée national de Céramique, le titulaire du présent lot procède :

A- Pour les objets placés sur étagères :

- d'une manière générale, un film mousse polyéthylène (dont la découpe a déjà été effectuée en amont du chantier) sera placé sur chaque étagère par le prestataire.

- certaines œuvres posées sur étagère doivent faire l'objet d'un calage supplémentaire : formes peu stables, objets couchés. Par exemple, un vase qui présenterait une stabilité précaire dans son sens de lecture sera mis, de façon privilégiée, couché sur l'étagère en question. Le calage est assuré par le prestataire, la proposition étant décrite dans le mémoire technique.

- certaines œuvres feront également l'objet, en raison de leur matérialité, d'un conditionnement rapproché spécifique, à réaliser par le prestataire du présent lot : œuvre en mauvais état de conservation, ou œuvre à rayonnement à faible débit de dose. Le cadre de réponse technique présente des références et propositions de conditionnement spécifiques en lien avec l'état de conservation ou la matérialité des œuvres.

À noter que pour les objets dont les dimensions entraînent la mise en place d'une plaque de polypropylène (sur une simple ou double profondeur), celle-ci est assurée par le titulaire du lot 2.

La mise en œuvre de tout conditionnement pérenne fait l'objet au préalable d'un accord du référent du musée national de Céramique. Les matériaux de conservation sont fournis par l'Établissement public.

Le cas échéant, sur demande du référent du musée national de Céramique en réserve d'arrivée, le prestataire peut être amené à modifier l'emplacement de certaines tablettes (au plus 10) dans le mobilier de conservation mobile.

B- Pour les objets placés en tiroirs en B24 :

Il s'agit des œuvres de petits formats de type tasses, soucoupes, fragments, petits pots, plaques, etc. Le chemisage du fond et des côtés, réalisé avant le début du chantier, est hors prestation à l'exception de la reprise ponctuelle de découpes.

- dans le cadre de réponse technique, le prestataire fait état des moyens proposés pour assurer la protection individuelle de chaque item tout en garantissant son accessibilité et sa visibilité, dans un souci de limitation des coûts de réalisation. Pour assurer le caractère évolutif du conditionnement, les différents items sont préférentiellement calés à l'aide de plots ou de quadrillage de mousses maintenus par des épingles d'entomologistes ou des pics de bambou.

- le thermosoudage est admis de manière ponctuelle et fera le cas échéant l'objet d'une proposition argumentée dans l'offre.

Le prestataire regroupe tous les déchets de conditionnement non réutilisables dans des sacs plastiques. Il assure périodiquement l'évacuation du poste de travail, l'élimination est à la charge de l'Établissement public. Il met périodiquement ces sacs dans la benne indiquée sur le site. Les chutes réutilisables sont placées en bacs mis à sa disposition.

4.4.2. Rangement, calage et conditionnement dans le mobilier de conservation en B18

On distingue ici deux catégories.

D'une part, les œuvres Grand format à relocaliser en B18 sous-sol (94 œuvres, nombre prévisionnel) qui sont prises en charge par le lot 2 pour les interventions suivantes : mise en place, conditionnement, stabilisation sur étagère. Le lot 1 prend en charge uniquement la saisie de leur adressage final dans la base de données.

D'autre part, un ensemble de 111 œuvres (dont 99 petits formats et 12 grands formats, ce total étant bien inclus dans le total général), traité dans les espaces provisoires par le lot 1, mais qui sera ensuite apporté par le lot 2 au B18. Il sera alors pris en charge par le Service des Collections Manufacture, sans autre intervention par le prestataire du présent lot.

4.5. Pointage des œuvres en réserves d'arrivée et saisie des localisations

Dans les différentes réserves d'arrivée en B24, en B18 sous-sol, une fois la configuration de l'unité de conservation (étagère, tiroir) validée par le référent du musée national de Céramique, le prestataire renseigne la nouvelle localisation sur la fiche de suivi. Elles sont regroupées par lot de saisie (chacun correspondant à une unité de conservation).

Le prestataire assure la saisie par lot de la localisation définitive dans la base de données de manière régulière en cours d'avancement du chantier (à l'exception de l'ensemble défini au 2^e paragraphe 2.4.2. ci-dessus). Le cadre de réponse technique précise l'articulation de cette saisie avec l'organisation générale du chantier.

4.6. Cas spécifique des œuvres à rayonnements ionisants

Il convient de noter que certaines œuvres ont en outre été identifiées (cf. Document n° 1.2 remis lors de la visite obligatoire) comme émettant des rayonnements ionisants. Les mesures de dosimétrie d'ambiance réalisées ont permis de classer la réserve B9 en « zone bleue surveillée », conformément à la réglementation en radioprotection. Les débits de dose relevés au contact sont de faible intensité. Des analyses par spectrométrie gamma réalisées par une société spécialisée en radioprotection sur une partie de ces œuvres ont permis d'établir que ces rayonnements résultent de la présence d'éléments radioactifs naturels inclus dans certains composants de fabrication (uranium, radium). Pour les œuvres figurant dans le document remis lors de la visite obligatoire, chaque étape de la chaîne opératoire requiert le port d'EPI spécifiques régulièrement changés et jetés. Leur évacuation, ainsi que celle des protections des tables de travail, seront assurées par l'Établissement public selon les directives fixées avec la personne compétente en radioprotection du site d'accueil lors de la rédaction du plan de prévention.

Une présentation de la radioprotection sera effectuée au prestataire par la personne compétente en radioprotection du site au démarrage du chantier.

Pour les œuvres à rayonnement ionisant de petit ou moyen format (les grands formats étant conditionnés par le lot 2), le prestataire procède à un conditionnement en boîte de conservation chemisée, standard ou sur mesure, avec des matériaux de conservation selon les indications de l'Établissement public. Ces matériaux de conservation sont fournis par l'Établissement public.

Le nombre d'œuvres à conditionner s'élève à 68 objets de petit et moyen format. Ils ont un débit de dose faible, inférieur ou égal à 0,5 µSv/h au contact. Le total comprend 3 œuvres de petit format dont le débit de dose est compris entre 1,5 à 4 µSv/h et qui sont également à conditionner.

4.7. Interventions relatives aux ensembles non différenciés

Certains items sont actuellement regroupés dans des caisses en B9.

Pour les objets possédant dans ces caisses un numéro d'inventaire, la chaîne opératoire se déroule comme précisé ci-dessus. Pour les ensembles indifférenciés, un traitement par lot est réalisé.

On compte 10 caisses de 40*60 cm d'items « indéterminés » Deux à trois lots seront définis par caisse de conditionnement initiale (selon son volume et son poids). L'objectif est qu'en réserve d'arrivée chaque lot soit conditionné dans une caisse norme Europe (fournie) de 40*60 manipulable par une seule personne.

Une numérotation en numéro de lot (NL) leur sera attribuée par le prestataire. Une fiche de colisage sera attribuée à chaque lot, permettant un suivi lors de la chaîne opératoire et le renseignement de sa localisation en fin de chaîne.

On compte en plus une caisse comprenant 396 boutons et supports en matériaux divers (faïence, terre cuite vernissée, textile, carton) qui seront traités comme un ensemble. L'objectif est de les conditionner en tiroirs en réserve d'arrivée.

4.7.1. Déballage des caisses et boîtes

Le prestataire assure le déballage des conditionnements initiaux en veillant strictement à conserver la traçabilité de ce regroupement initial. Le cadre de réponse technique précise comment la traçabilité du regroupement initial est assurée tout au long de la chaîne opératoire et jusqu'à la relocalisation en réserve d'arrivée.

Les anciens matériaux de conservation et les conditionnements non historiques sont jetés et périodiquement mis à la benne sur site par le prestataire afin de maintenir la propreté et la bonne organisation des espaces de travail.

Chaque item du lot fait l'objet d'une décontamination selon les indications ci-dessus (cf. interventions de décontamination des œuvres).

4.7.2. Caractérisation du lot

Le prestataire procède à la vérification de la réalité matérielle du lot. Il renseigne la caractérisation des matériaux. Il comptabilise le nombre d'items par lot. Il saisit ces informations dans le tableur pour chaque numéro de lot.

Aucun marquage différencié n'est à réaliser pour les items. Seule la caisse de nouveau conditionnement est marqué au numéro du lot.

4.7.3. Prise de dimensions

Pour les lots, les dimensions globales d'un plateau permettant de présenter l'ensemble des items sont indiquées. Le poids du lot conditionné est précisé. Ces informations sont saisies dans le tableur. Un document précisant les protocoles et descripteurs est remis au prestataire après notification.

4.7.4. Constat d'état et préconisations pour la conservation

Pour les lots, l'appréciation de la caractérisation d'état sera globale, la présence d'un ou plusieurs items en « état médiocre » ou « mauvais état » étant signalée dans un champ « observations » du tableur.

Pour les items relevant des catégories « état médiocre » et « mauvais état », les types d'intervention préconisée et un temps estimatif d'intervention sont indiqués. Les altérations évolutives devant faire l'objet d'une surveillance sont expressément mentionnées et font l'objet d'une prise de vue de détail.

4.7.5. Interventions de conservation-restauration et de conservation préventive

Si une intervention d'urgence est identifiée dans le cadre du chantier, l'item est mis de côté pour procéder, en accord avec la coordination du chantier, soit à une intervention de restauration d'urgence, soit à un conditionnement spécifique. Les interventions d'urgence définies dans le cadre du présent marché peuvent porter sur des consolidations, des collages d'éléments (ayant par exemple cédé lors de la manipulation ou retrouvés dans le cadre des mouvements d'œuvres) ou la pose de facings. Le temps d'intervention d'urgence par item ne doit pas excéder 15 min et le collage se limitera à 5 fragments maximum.

Les interventions et matériaux utilisés sont mentionnés dans le tableur avec l'identification du type d'interventions à programmer ultérieurement.

Des interventions de conservation préventive pourront également être réalisées, comme la suppression d'anciennes attaches et supports. Elles interviennent après accord du chargé de collection.

4.7.6. Prises de vues

Le prestataire réalise les photos d'identification par lot. L'estimation porte sur 40 photographies de lots, comprenant les lots en caisses et en tiroirs.

Pour tout item, les altérations potentiellement évolutives et les éventuelles interventions d'urgence sont documentées par le titulaire du marché.

Le titulaire du marché procède au renommage de ses photos selon une nomenclature transmise au prestataire en amont du démarrage du chantier par l'Établissement public. Il réalise leur enregistrement périodique (sur un disque dur externe, ou clé USB, à charge du prestataire) et le remet en fin de chaque semaine au référent du musée national de Céramique. Chaque image, réalisée au format jpeg, aura une dimension maximum de 4000 x 3000 pixels en 180 points par pouce.

Ces prises de vues réalisées par le titulaire sont des opérations purement techniques. La signature de l'acte d'engagement par le titulaire vaut acceptation expresse de cette condition de réalisation des prises de vues ; le titulaire reconnaît que ces dernières ne sont pas couvertes par des droits de propriété intellectuelle.

4.7.7. Saisie informatique des données de la chaîne opératoire

La saisie informatique (sur un ordinateur fourni par le prestataire) s'effectue dans un tableur dont la trame et les champs obligatoires sont définis par le musée national de Céramique. Un onglet spécifique est dédié à la saisie des informations relatives aux lots.

Il appartient au prestataire de vérifier la complétude des éléments saisis pour les lots passés par la chaîne opératoire. Le cadre de réponse technique explicite comment la répartition des compétences et l'organisation de la chaîne opératoire concourent à la réalisation de cet objectif. Une sauvegarde du tableur est fournie en fin de chaque semaine au référent du musée national de Céramique.

4.7.8. Rangement et conditionnement des lots

Le prestataire assure dans l'espace provisoire pour chaque lot son reconditionnement dans une nouvelle caisse de conditionnement fournie. Si des matériaux tampons additionnels sont nécessaires

pour sécuriser le déplacement du lot, ils sont mis en place par le lot 1 qui assure leur suppression en réserve d'arrivée.

Le lot 2 assure la mise en place des caisses de lots en réserve au B24.

4.7.9. Pointage des items en réserve d'arrivée et saisie des localisations

Après validation de la localisation définitive dans les réserves du bâtiment 24 par le référent du musée national de Céramique, le prestataire précise sur la fiche de colisage la localisation définitive de chaque lot.

Il procède ensuite à la saisie de la localisation définitive dans la base de données. Cette saisie est effectuée « par lot » défini ici comme une « caisse de reconditionnement ».

4.8. Articulation avec les autres missions

Sont exclus du présent marché :

- les travaux de restauration autres que les interventions d'urgence définies ci-dessus ;
- le conditionnement dans les locaux provisoires, le déballage et la mise en place des objets en B24 et B18 sauf mention spécifique ; (cf. lot n° 2 du présent marché)
- le transport des œuvres entre les bâtiments du site (cf. lot n° 2 du présent marché) à l'exception des mouvements entre les locaux provisoires et le B3 indiqués au 2.3.8 ;
- le chemisage des unités de conditionnement en réserves d'arrivée B24.

Article 5 – Conditions d'exécution de la mission

5.1. Encadrement de l'opération

Le musée national de Céramique comprend trois services parties prenantes au présent chantier : le service des collections du Musée, le service des collections de la Manufacture, le service de la conservation préventive et de la restauration.

Le pilotage général de l'opération est assuré par la cheffe de service de la conservation préventive et de la restauration.

Un suivi quotidien du chantier est assuré par le référent du musée national de Céramique désigné pour le chantier.

La responsabilité des collections relève du service des collections du musée, répartie entre 3 conservatrices : collection contemporaine, collection 19^e-20^e, collection extra-européenne. Un nombre très limité d'œuvres relève également du service des collections de la Manufacture.

Au moins l'une des personnes ci-dessus sera présente sur site pour répondre à toute question en lien avec le présent chantier. En cas de difficulté ou d'adaptation aux contraintes opérationnelles pour l'exécution du présent lot, le mandataire s'adressera au référent du musée national de Céramique ou à la cheffe de service de la conservation préventive et de la restauration.

Le prestataire participera à la réunion préparatoire de chantier d'une demi-journée.

Une fois par semaine, un point opérationnel synthétique rassemblant le responsable de la coordination désigné par le mandataire du groupement et au moins le référent du musée national de Céramique se

tiendra sur site afin de remonter les questions opérationnelles et de permettre les ajustements nécessaires au bon déroulement du chantier. Les dates et horaires hebdomadaires sont convenus lors de la réunion préparatoire.

5.2. Assurances

La responsabilité en termes d'assurances sur les opérations du chantier des collections se délimite comme suit :

Les agents de la chaîne opératoire sont responsables de tout sinistre sur les objets (hors grands formats dont les mouvements sont assurés par le lot 2) depuis leur prélèvement en B9 jusqu'à leur dépose sur une étagère dans le local provisoire à destination des agents titulaires du lot 2 ou jusqu'à la fermeture des caisses de lots et à leur positionnement sur ces mêmes étagères.

Ils sont également responsables des mouvements d'œuvres réalisés au B24.

Les transporteurs sont responsables des sinistres survenant lors de la manutention, de l'emballage, pendant l'acheminement depuis le point de départ au point d'arrivée, de leur déballage jusqu'à l'installation des œuvres dans leur réserve de conservation.

La responsabilité du titulaire du lot 2 est engagée jusqu'à ce que l'objet soit déposé sur son étagère de destination en B24 et B18.

5.3. Compétences du prestataire

Pour la continuité et la qualité d'exécution du présent marché, le titulaire comprendra dans son équipe un minimum de deux conservateurs-restaurateurs spécialisés en arts du feu, possédant les qualifications requises pour procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France selon le décret n° 2016-112 du 3 février 2016 et répondant aux critères du Code du Patrimoine, ainsi qu'un préventeur de formation universitaire niveau Master.

La vérification de la consistance du bien, le renseignement de l'état de l'œuvre, la décontamination des œuvres, ainsi que les éventuelles préconisations, les interventions de conservation-restauration seront nécessairement réalisées par un conservateur-restaurateur.

Le mandataire, conservateur-restaurateur spécialisé en céramique, aura une expérience attestée en conduite d'équipe et de chantier des collections.

L'équipe comprend également des techniciens de conservation titulaires de la mention complémentaire technicien du patrimoine ou assimilée. Les personnes en charge du déplacement des œuvres, des prises de dimensions, du conditionnement devront attester d'une expérience significative en chantier des collections et/ou en conditionnement/emballage d'objets culturels.

L'équipe définit en outre un référent assurant la continuité du suivi des données, de préférence une/un documentaliste ayant une expérience dans les bases de données et la gestion des inventaires en série. Elle/il est présente/présent tout au long de la réalisation du chantier ; elle/il assure selon le rythme du chantier la saisie des localisations définitives dans la base de données sur un ordinateur mis à disposition par l'Établissement public.

Compte tenu de la configuration des lieux, au moins 2 personnes du groupement travailleront en simultané dans un bâtiment donné. La proposition de répartition dans le temps et l'espace de l'intervention présentée dans l'offre technique se fonde sur la visite obligatoire. Un maximum de 8 postes pourra être occupé sur site en simultané pour le chantier.

5.4. Matériel et équipement

A- Le matériel suivant est mis à disposition du titulaire par le Musée :

- locaux temporaires pour une durée maximum de 8 mois, équipés de tables, chaises, étagères
- lampes de table,
- chariots à roulettes, transpalette ;
- contenants et matériel d'emballage, de protection et de calage,
- un ordinateur connecté au réseau uniquement pour la saisie des localisations définitives dans la base de données,
- une balance pour les charges lourdes,
- un bac de rétention, une pompe et des bidons, le vidage régulier du bac dans les bidons étant à la charge du prestataire ;
- des fûts pour une gestion différenciée des déchets du chantier issus des décontaminations (dont EPI, chiffons utilisés) ;

À notification du marché, le titulaire transmet sous 8 jours ouvrables une liste priorisée des matériaux complémentaires de conditionnement souhaités, avec les références exactes et quantités auprès de deux fournisseurs. Sur cette base, l'Établissement public pourra commander tout ou partie de ces listes selon les matériaux et crédits disponibles. Les matériaux, stockés sur site en B24, seront amenés par le prestataire au point d'intervention selon les besoins.

B- Les équipements suivants sont à fournir par le prestataire :

- au moins un ordinateur portable dédié et restant sur site pendant la durée du chantier pour la saisie des données de la chaîne opératoire sur tableur, soit au format de fichier « Open Document.ods » accessible depuis toute application de feuille de calcul, soit en format Excel « .xlsx » ;
- un disque dur externe, ou clé USB pour les sauvegardes périodiques ;
- les équipements de protection individuelle de ses salariés et intervenants selon les risques identifiés pour le présent chantier, et leur renouvellement selon les durées de vacations dans le local de la chaîne opératoire ;
- le petit matériel et les matériaux pour la prise de dimensions, le marquage des œuvres, dans le respect des préconisations du guide du marquage du C2RMF ;
- le matériel et les matériaux pour les interventions de conservation-restauration d'urgence ;
- l'équipement et le matériel de découpe pour le conditionnement, et le cas échéant pour leur fixation ;
- le(s) aspirateur(s), munis d'un filtre HEPA pour le dépoussiérage des œuvres ;

- le(s) générateur(s) de vapeur d'eau sous pression ;
- les tensio-actifs, solvants et produits utilisés pour la décontamination ; le mémoire technique précise les solvants et produits utilisés, dans le respect des attendus de la conservation-restauration et dans la perspective d'une limitation de l'impact environnemental ;
- les chiffons jetables utilisés pour la décontamination. Il est précisé que chaque chiffon est à usage unique à chaque phase de décontamination pour un objet donné ;
- le plan photo avec fond gris pour les petits et moyens formats ;
- le(s) appareil(s) photos et mires pour les prises de vues des interventions d'urgence ou constat d'altérations évolutives.

Pour la livraison des matériels et équipements à la charge du prestataire, celui-ci préviendra l'Établissement public au moins 48 heures avant son arrivée. Hormis les jours d'amenée et de démontage, le stationnement (sauf vélo) ne sera pas autorisé sur le site de l'Établissement public.

5.5. Suivi du chantier

L'Établissement public établira un planning de son personnel assurant quotidiennement la coordination du chantier, présent sur site ou immédiatement joignable, indiquant son référent dans les différents lieux d'intervention, ainsi que des personnes en charge du transport des œuvres depuis l'espace de travail provisoire proche du bâtiment 9 ou bâtiment 3 vers les bâtiments 18 et 24.

Un registre de liaison consignait toute question relative au chantier sera également à disposition du prestataire pour les questions non urgentes.

Le prestataire transmettra de manière hebdomadaire au référent du musée national de Céramique désigné :

- une communication des lignes renseignées dans le tableur pendant la semaine, à des fins de suivi. Il procède à une fréquence régulière, définie en accord avec le coordinateur de l'opération, à la sauvegarde des données (tableur et le cas échéant images) sur le disque dur externe. L'architecture de classement et le mode de nommage des fichiers (y compris pour les images) sont définis avec le responsable de la base de données de l'Établissement public au démarrage du chantier ;
- les fiches de suivi des objets ou les fiches de colisage (pour les lots) dont la localisation a été saisie dans la base de données.

5.6. Rapport d'intervention

Un mois au plus après l'achèvement du chantier, le prestataire remet à l'Établissement public (cheffe du service de la conservation préventive et de la restauration) un rapport provisoire d'intervention en version électronique au format pdf. Après transmission des observations de l'Établissement public sur le document provisoire, le titulaire dispose d'un délai d'un mois pour remise du rapport définitif en version électronique au format pdf.

Ce rapport devra regrouper notamment les informations suivantes :

- un document de synthèse (quantitatif et qualitatif) de l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre du chantier, avec un récapitulatif du temps passé par réserve et par nombre d'objets pour chaque type d'intervention de la chaîne opératoire. Le prestataire indiquera également ses observations sur les difficultés rencontrées dans le cadre du chantier et les propositions d'amélioration dans la perspective de futurs chantiers ;
- un bilan général synthétique de l'état de conservation des œuvres ;
- l'identification par numéro d'inventaire et le compte rendu des interventions réalisées sur les objets sous forme d'une liste sur tableur. La documentation photographique de l'état des objets avant et après traitement sera remise à part sous format numérique. Les photos seront rangées dans des dossiers renommés au numéro d'inventaire des objets.

Il comprendra également toute autre information ou conseil qu'il semblera opportun au prestataire d'apporter dans le cadre de sa mission.

5.7. Constat de dégradation

En cas de détérioration ou anomalie dues à la manipulation ou au déplacement des biens, le titulaire en informe le référent du musée national de Céramique dans la demi-journée. Il est alors procédé à un constat d'état destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire. Ce constat est dressé conjointement par le titulaire, un responsable de collection, la responsable de la conservation préventive et de la restauration.

À la suite de ce constat, la personne représentant le pouvoir adjudicateur pourra le cas échéant décider de réunir une commission d'expertise réunissant outre les personnes ci-dessus la Directrice du Musée national de Céramique, un représentant de l'assurance du titulaire.

Après constat ou à l'issue de cette commission, le représentant du pouvoir adjudicateur établira la mesure de réparation à appliquer (remplacement, remise en état ou indemnité compensatrice, prise en charge de la restauration).

Article 6 – Contraintes d'accès, sécurité du travail et sûreté

6.1 Prévention des risques professionnels

En application des articles R.4511-1 et suivants du code du travail, les dispositions nécessaires à la coordination générale des mesures de prévention des risques professionnels seront à mettre en place. Cette opération nécessitera la réalisation d'un plan de prévention entre l'Établissement public et le titulaire avec chaque sous-traitant ou co-traitant (plus de 400 heures sur site et travaux dangereux).

Une visite d'inspection commune préalable (article R.4512-2 du code du travail) avant le début du chantier sera convenue en parallèle de la notification du marché. Lors de cette visite devront être présents sur site : les représentants de l'Établissement public, le titulaire et des membres du groupement attributaire afin de procéder à une analyse des risques d'interférence encourus, de décider des mesures de prévention des risques professionnels à adopter et de communiquer les consignes de sécurité applicables sur le site, y compris pour la gestion des déchets. Cette inspection permettra la rédaction du plan de prévention avec un membre de la mission santé, sécurité et conditions de travail de l'Établissement public et la personne compétente en radioprotection du site.

Le plan de prévention signé sera transmis à l'ensemble des parties et d'application stricte. Le titulaire, ses sous-traitants ou co-traitants sont responsables chacun en ce qui le concerne d'assurer la sécurité de son propre personnel et de veiller à l'application des mesures de prévention décidées dans le plan de prévention pour la gestion des risques d'interférences.

6.2 Accès au site et sécurité des locaux

L'accès au site s'effectue par le portail du 4 Grande Rue à Sèvres, après vérification de l'identité et remise d'un badge visiteur. Le nom des intervenants est transmis par courriel au plus tard cinq jours ouvrables avant le début du mois considéré au référent désigné par l'Établissement public. Si un changement devait exceptionnellement intervenir en cours de mois, l'information est transmise au plus tard 48h (jours ouvrables) avant le jour d'intervention.

Les prestations sont exécutées du lundi au jeudi dans les plages horaires déterminées avec l'Établissement public, entre 9h et 17h. Ponctuellement et après accord de l'Établissement public, cette plage horaire pourra être étendue entre 8h30 et 17h30.

Le titulaire est tenu de s'adapter aux conséquences des travaux en cours et aux événements organisés dans le périmètre du site en dehors des locaux où il intervient.

Les équipes du titulaire auront accès aux espaces de vie dans l'enceinte du site. Ils pourront prendre leurs repas dans la salle « réfectoire » localisée dans le bâtiment B17 à l'entrée du site, en veillant à la propreté et au bon entretien de ces locaux.

6.3 Risques particuliers liés aux œuvres des collections

Le contact avec les objets et la présence dans les réserves imposent un respect impératif des prescriptions de conservation préventive pour éviter toute altération accidentelle, vol ou incendie.

Le personnel d'intervention devra être obligatoirement protégé en fonction de la situation et des interventions réalisées. La fourniture des équipements de protection individuelle (EPI) et leur renouvellement est à la charge du titulaire (blouses propres régulièrement nettoyées ou jetées ; gants en matière jetable régulièrement changés et jetés ; protections respiratoires ; lunettes et chaussures de sécurité).

Les mesures radiologiques effectuées sur les œuvres des collections concernées ont révélé la présence de rayonnements ionisants (cf. Document remis lors de la visite obligatoire Œuvres à rayonnements ionisants) pour lesquels le titulaire, ses sous-traitants ou co-traitants devront prendre les mesures de sécurité du travail au profit de leur personnel (respect du temps d'exposition afin de rester sous les seuils réglementaires annuels inférieurs à 1 mSv ; information de leur personnel - notamment le personnel féminin éventuellement employé au regard des risques générés par les rayonnements ionisants pour les femmes enceintes ou allaitantes- ; port d'équipements de protection individuelle - gants type nitrile, masque FFP3, combinaison jetable type 5/6- qui sont requis jusqu'au placement des œuvres dans leur conditionnement.)

Par ailleurs, certaines conditions de conservation des œuvres ont favorisé le développement et leur contamination par des micro-organismes (type moisissures). Les équipements de protection individuelle prévus ci-avant pour la protection radiologique seront aussi adaptés pour la protection contre ces micro-organismes.

Le titulaire s'assurera que la dotation journalière en équipement de protection individuelle sera en nombre suffisant selon les vacations des intervenants.

Seuls sont autorisés les aspirateurs munis de filtres correspondant à la norme HEPA (High Efficiency Particulate Air Filter), d'embouts adaptés à la matérialité des objets traités.

La fiche de données de sécurité de tout produit dangereux utilisé devra être systématiquement fournie, ainsi que la proportion des mélanges, lors de la finalisation du plan de prévention. Pour tout produit chimique dangereux amené par lui et utilisé dans le cadre du chantier pour les interventions d'urgence, le titulaire procèdera à leur enlèvement/élimination. Les conditions de stockage de ces produits seront déterminées lors de l'inspection commune préalable prévue au paragraphe 4.1.

En cas de crise sanitaire majeure, les membres du groupement devront se conformer à tout protocole sanitaire mis en place par l'Établissement public, sous peine de ne pas pouvoir accéder aux lieux de travail.

6.4 Sécurité des biens culturels et des données

Les interventions effectuées dans le cadre du présent marché doivent être organisées de manière à protéger les œuvres en toute circonstance des agressions physiques, des agressions thermo-hygrométriques, des déclassements. Le titulaire avertira sans délai l'Établissement public de tout dysfonctionnement et assurera un rôle de conseil pour y remédier.

Le titulaire est responsable des dommages et déclassements qui lui sont imputables, survenus et constatés lors des opérations (hors transport). Le coût des interventions en résultant est alors à sa charge.

Il appartient au prestataire de prendre toute disposition pour la sécurisation des données transmises ou collectées dans le cadre du présent marché.

Article 7 – Personnel du titulaire

7.1 – Moyens humains mis en œuvre

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur :

- la liste nominative (nom et prénom) du personnel affecté à la réalisation des prestations. Cette liste sera mise à jour à chaque modification relative au personnel et aussitôt transmise au pouvoir adjudicateur ;
- une demande d'autorisation d'accès pour chaque agent avant sa première intervention. La demande comportera les pièces suivantes :
 - une fiche indiquant le nom, le(s) prénom(s), la date et le lieu de naissance, l'adresse personnelle complète, la photocopie recto/verso couleur de la carte nationale d'identité, du passeport ou de la carte de séjour.
- la liste des véhicules utilisés par le titulaire et leur numéro d'immatriculation. Les véhicules personnels ne sont pas autorisés.

Les agents du titulaire ne peuvent exercer leur activité sur le site qu'après autorisation par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur, lequel peut refuser l'accès au site d'un agent sans avoir

à en fournir les motifs. Le défaut d'autorisation n'entraîne en aucun cas la résiliation du marché mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision par le pouvoir adjudicateur, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont.

7.2 – Encadrement du personnel

Le titulaire devra obligatoirement désigner un coordonnateur chargé de la surveillance des personnels, de l'exécution des prestations et de manière générale de la bonne application des clauses du marché. Afin d'être opérationnel, ce coordinateur disposera d'un moyen de communication rapide (téléphone portable, ...) et sera donc joignable à tout moment.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce coordonnateur, le titulaire doit :

- en aviser sans délai et par écrit le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant des compétences nécessaires et équivalentes et dont il lui communique l'identité et les titres dans un délai de trois (3) jours à compter de la date d'envoi de l'avis susmentionné.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans un délai d'une (1) semaine à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une (1) semaine pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues au CCAP.

7.3 – Comportement du personnel

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les bâtiments du pouvoir adjudicateur. En cas de problème relationnel avec le personnel travaillant sur le site, le pouvoir adjudicateur doit être informé sans délai afin d'enrayer une éventuelle situation conflictuelle.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire l'accès au site à tout personnel qu'il jugerait indésirable, notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite. Tout agent qui donnerait lieu à des plaintes graves et justifiées par manque d'égard ou de politesse envers le personnel du pouvoir adjudicateur ou des visiteurs, pourra être évincé sur simple demande du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire puisse prétendre au versement de quelque indemnité que ce soit. Le titulaire déclare faire son affaire, des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement ou d'éviction.

ANNEXE

ANNEXE I – Plan général du site

Documents remis lors de la visite obligatoire

1- Documents relatifs aux collections

- 1.1 Liste des œuvres hors format et grand format
- 1.2 Liste des œuvres à rayonnement ionisant
- 1.3 Liste des caisses de lots
- 1.4 Trame de saisie sur tableur

2 – Schéma de l'espace temporaire

3 – Eléments de cadrage des protocoles de décontamination des œuvres

Annexe I

Plan général du site de Sèvres



